

Bilan annuel des résultats 2012-2013

Emploi-Québec du Nord-du-Québec

Québec 

Production

Emploi-Québec du Nord-du-Québec

Coordination et réalisation

Direction régionale du Nord-du-Québec

Direction du Soutien aux opérations, de la Planification et du Partenariat

Collaboration

Centres locaux d'emploi de la région du Nord-du-Québec

Ce document peut être consulté sur le site Internet d'Emploi-Québec du Nord-du-Québec : www.emploi.quebec.gouv.qc.ca
serge.boulanger@mess.gouv.qc.ca

Note : Dans ce document, le masculin désigne généralement autant les hommes que les femmes et est utilisé dans le seul but d'alléger le texte et les tableaux.

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Numéro ISBN : 978-2-550-68850-1 (version imprimée)

Numéro ISSN : 1916-2251 (version imprimée)

1916-226X (site Internet)

Message de la directrice régionale et de la présidente du Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT) de la Jamésie

C'est avec plaisir que nous vous présentons le Bilan annuel des résultats d'Emploi-Québec du Nord-du-Québec pour 2012-2013. Les résultats présentés témoignent du travail soutenu du personnel et des partenaires afin de contribuer à développer l'emploi et la main-d'œuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective économique et sociale.

Cette deuxième année du cycle de la planification triennale 2011-2014 a été l'occasion de poursuivre les stratégies d'action retenues dans la région en 2011-2012. Malgré le fait que le marché du travail en 2012-2013 a été moins vigoureux à cause du contexte économique mondial dans les différents secteurs, les interventions d'Emploi-Québec au Nord-du-Québec ont été plus que jamais nécessaires auprès des individus et des entreprises.

Nous vous souhaitons donc une bonne lecture et désirons remercier l'ensemble des partenaires et du personnel d'Emploi-Québec qui ont contribué à l'atteinte de nos résultats.

Merci pour votre soutien!

La directrice régionale,
Renée Claude Baillargeon

La présidente du CRPMT,
Michèle Perron

Table des matières

MESSAGE DE LA DIRECTRICE RÉGIONALE ET DE LA PRÉSIDENTE DU CRPMT DE LA JAMÉSIE	1
TABLE DES MATIÈRES	2
BILAN DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN BREF ¹	3
BUDGET D'INTERVENTION DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL (FDMT)	4
LA RÉPARTITION DU BUDGET RÉGIONAL INITIAL ET DU BUDGET RÉEL PAR MESURE POUR 2012-2013...	5
BILAN DES RÉSULTATS 2012-2013.....	10
ORIENTATION 1 : PRÉVENIR LES EFFETS DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET SOUTENIR LA CROISSANCE DE L'EMPLOI PAR L'AJUSTEMENT DE L'OFFRE DE SERVICE.....	11
ORIENTATION 2 : FAVORISER LA PARTICIPATION ACTIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL ET L'EMPLOI DU PLUS GRAND NOMBRE DE PERSONNES.....	11
ORIENTATION 3 : CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA CAPACITÉ D'ADAPTATION DES ENTREPRISES AUX CHANGEMENTS	14
ORIENTATION 4 : OFFRIR LES SERVICES DE SOLIDARITÉ SOCIALE DANS UNE PERSPECTIVE D'INSERTION EN EMPLOI ET SOUTENIR LA MOBILISATION DES MILIEUX EN FAVEUR DE LA SOLIDARITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE, TOUT EN ACCORDANT UN SOUTIEN DU REVENU AUX PERSONNES QUI BÉNÉFICIENT DES DIVERS PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE.....	16
ORIENTATION 5 : REVOIR ET OPTIMISER LE PARTENARIAT, LES PROCESSUS DE TRAVAIL, LA PRESTATION DE SERVICES ET L'ORGANISATION TERRITORIALE D'EMPLOI-QUÉBEC	19

Bilan du marché du travail en bref¹

Au Québec, en 2012, le PIB a augmenté de 1 % par rapport à 2011. Malgré cette hausse, la zone euro continue de représenter un risque pour la croissance de l'économie mondiale. Pour le regroupement « Côte-Nord et Nord-du-Québec », en moyenne annuelle, le niveau d'emploi pour l'année 2012 se situait à 51 200. Il s'agit d'une baisse légère de 900 emplois, soit de 1,7 % comparativement à 2011. On note aussi des baisses légères du taux d'activité (61 %) et du taux d'emploi (56,4 %). Le taux de chômage a augmenté de 0,2 point, pour s'établir à 7,6 % entre 2011 et 2012. De manière générale, le marché du travail du Nord-du-Québec n'a pas connu une baisse aussi considérable comparativement à la région de la Côte-Nord. Le ralentissement est dû à la conjoncture économique mondiale.

Les secteurs de la construction, du transport et entreposage, du commerce de gros et de détail dominant au chapitre de l'importance de la croissance annuelle moyenne de l'emploi. En 2011, le secteur de l'extraction minière affichait un taux de croissance annuel moyen d'au moins 3 % pour le regroupement « Côte-Nord et Nord-du-Québec ». Un an plus tard, le contexte économique mondial a influencé les investissements dans cette industrie. Cependant, sur un horizon de cinq ans, le Nord-du-Québec accaparait 60 % (12) des projets en développement et en exploitation sur le territoire couvert par le Nord pour tous. Le prolongement de la route 167 vers les monts Otish continue de stimuler le secteur de la construction. Au niveau du secteur forestier, les entreprises telles que Chantiers Chibougamau (600 travailleurs) et Barrette-Chapais (350 travailleurs) ont contribué à maintenir des centaines d'emplois. De plus, à moyen terme, la relance de l'usine de papier de Fortress Paper qui sera convertie en usine de fabrication de pâte cellulosique permettra la création de nouveaux emplois. Cependant, les perspectives sectorielles peu reluisantes de l'industrie forestière amoindrissent les investissements.

La région mise, de plus en plus, sur les industries des services pour soutenir l'économie régionale en attendant les retombées des activités minières et forestières. Le marché du travail régional a été moins vigoureux à cause du contexte économique mondial. En outre, les investissements en lien avec le Nord pour tous ont été également moins importants en 2012. Aussi, même si les emplois sont situés sur le territoire du Nord-du-Québec, les travailleurs proviennent de l'ensemble du Québec. Dans ces conditions, la région est caractérisée par une grande mobilité des travailleurs, notamment dans les secteurs de la construction et des mines. Par ailleurs, la diminution des prestataires de l'aide financière de dernier recours ainsi que de l'assurance-emploi montre des signes encourageants en dépit des données² de l'emploi. En somme, les interventions d'Emploi-Québec seront plus que jamais nécessaires afin d'accroître le bassin régional de travailleurs qualifiés.

¹ Le Bilan annuel des résultats 2012-2013 couvre la période du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013, tandis que le Bilan du marché du travail couvre le calendrier civil de janvier à décembre 2012.

² L'Enquête sur la population active (EPA) est une enquête ménage. Les données reflètent le lieu de résidence de la personne et non son lieu de travail. Aussi, la taille d'échantillonnage pour le regroupement « Côte-Nord et Nord-du-Québec » est sujette à de plus grandes marges d'erreur.

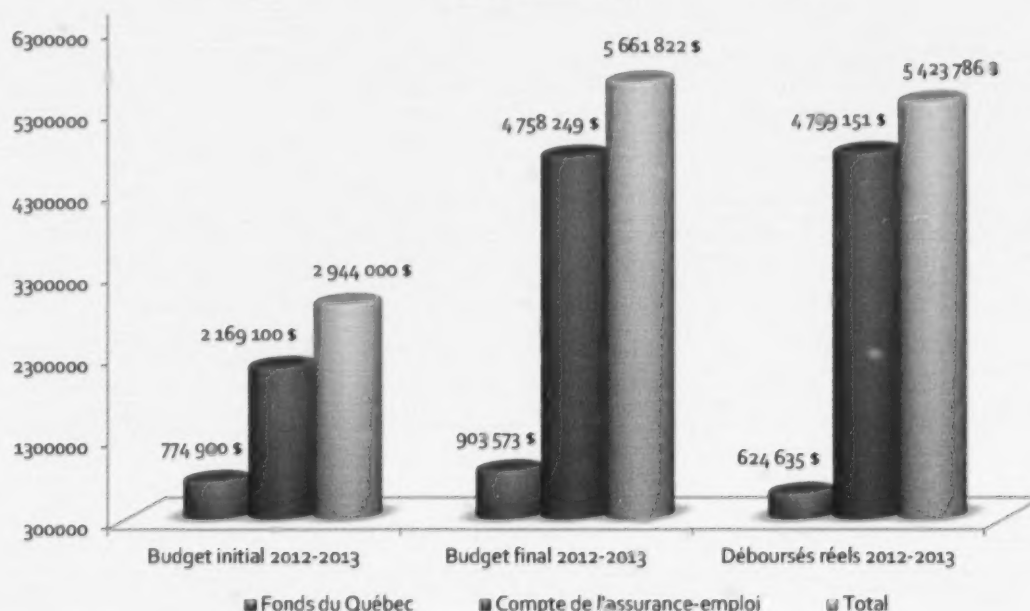
Budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail (FDMT)

Pour l'exercice 2012-2013, le budget initial s'établissait à 2 944 000 \$. Cependant, ce dernier a été révisé à la hausse, fixant le budget final d'intervention à 5 661 822 \$ pour l'année 2012-2013. Cette hausse résulte de l'octroi de fonds additionnels pour des projets économiques d'envergure et des projets majeurs. Une somme additionnelle de 41 000 \$ a également été consentie pour soutenir les interventions régionales dans le cadre de la Stratégie forestière, totalisant 291 382 \$ pour 2012-2013. Ces sommes ont permis de réaliser des projets régionaux visant des activités de formation de la main-d'œuvre, de soutien à la mise sur pied d'un service de ressources humaines et de soutien de consultants en gestion des ressources humaines.

Emploi-Québec du Nord-du-Québec a administré le FDMT 2012-2013 comme suit :

- Les déboursés réels totalisent 5 423 786 \$, soit 95,8 % du budget final;
- Les déboursés réels du Compte de l'assurance-emploi ont excédé de 8 % le budget final prévu, totalisant 4 799 151 \$, et représente 88,5 % de l'ensemble des déboursés réels pour 2012-2013;
- Les déboursés réels dans le cadre du Fonds du Québec pour 2012-2013 ont connu une diminution de 43 % comparativement à l'exercice 2011-2012, en s'établissant à 624 635 \$, soit 69 % du budget final révisé et 11,5 % des déboursés totaux réels.

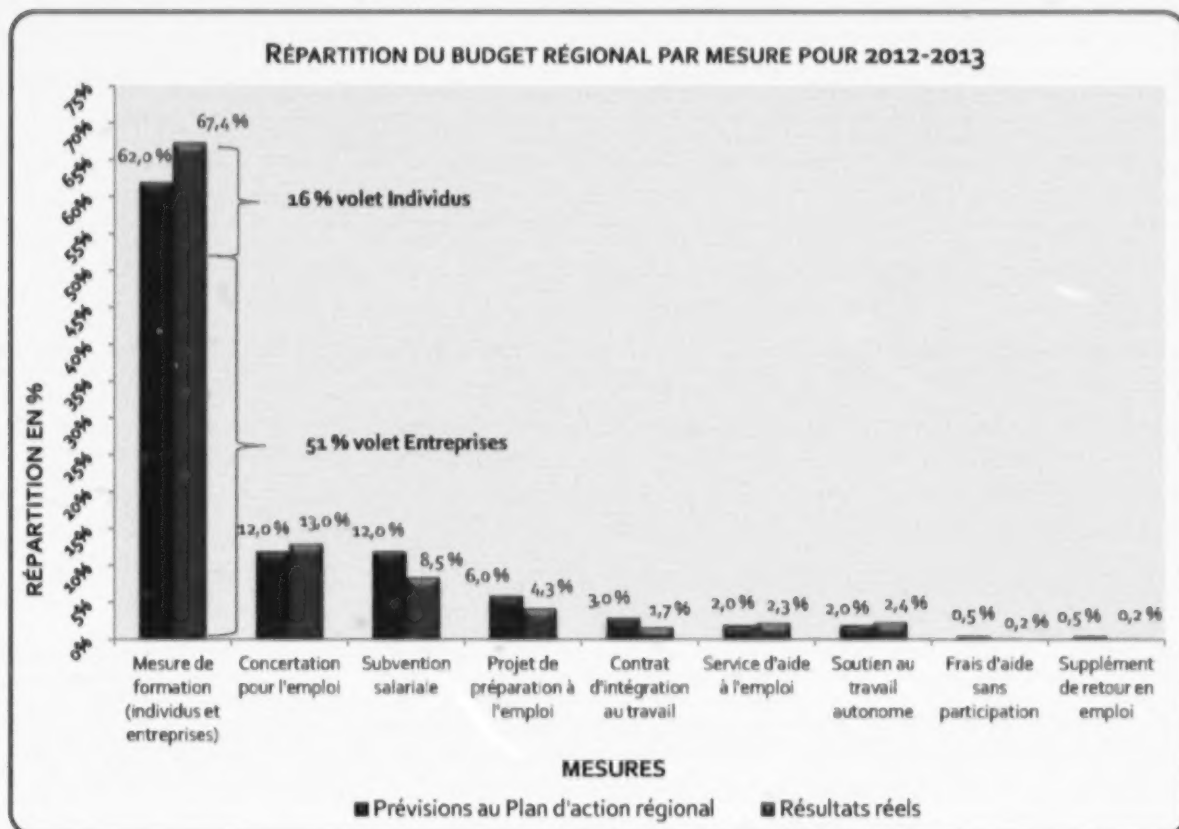
ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION BUDGÉTAIRE DU FDMT DU NORD-DU-QUÉBEC
POUR 2012-2013



La répartition du budget régional initial et du budget réel par mesure pour 2012-2013

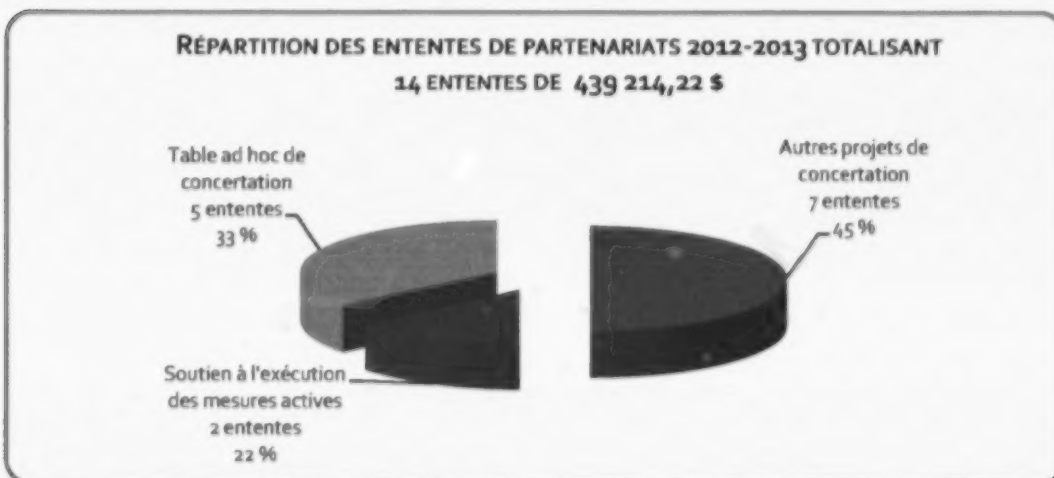
Le tableau ci-dessous présente un comparatif des prévisions de la répartition du budget initial et régional par mesure du Plan d'action régional et la ventilation en pourcentage des déboursés réels.

- Au total, il y a eu 3 655,1 k\$ de déboursés réels pour la mesure de formation (MFOR) pour les entreprises et les individus, soit 67,4 % du budget réel du Fonds de développement du marché du travail (FDMT), occasionnant un dépassement de près de 9 % du budget prévu.
- 51 % du budget de la mesure de formation a été octroyé au volet formation en entreprises, alors que 16 % était destiné aux individus en formation ayant un soutien du revenu et aux achats de formation auprès des établissements d'enseignement.
- 67,4 % des déboursés sont issus de la mesure de formation, alors qu'en 2011-2012 ceux-ci comptaient pour 54 % des déboursés.
- Les déboursés liés à des projets de concertation pour l'emploi ont légèrement baissé, représentant 13 % des déboursés, tandis qu'ils comptaient pour 18 % l'année financière précédente.



LES ENTENTES DE PARTENARIAT

En 2012-2013, la Direction régionale d'Emploi-Québec du Nord-du-Québec a alloué 439 214,22 \$ en soutien pour la réalisation de 14 ententes de partenariat, alors que l'année précédente comptait 17 ententes et un déboursé de 452 927 \$. Le graphique ci-après présente la répartition des ententes de partenariat en 2012-2013.



NOS RÉALISATIONS EN PARTENARIAT

ATTRACTION ET PROMOTION D'EMPLOI

DÎNER-CONFÉRENCE « INVESTISSEMENT-COMPÉTENCES », PRÉSENTÉ PAR LA COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL, EN COLLABORATION AVEC LA CHAMBRE DE COMMERCE DE CHIBOUGAMAU ET LA DIRECTION RÉGIONALE D'EMPLOI-QUÉBEC DU NORD-DU-QUÉBEC (28 MAI 2012)

- Conférence visant à promouvoir la stratégie « Investissement-compétences » auprès des entreprises pour l'acquisition d'un certificat d'engagement dans le développement des compétences de leur personnel. Lors de l'événement, quatre entreprises de la région se sont vu décerner un certificat d'Investissement-compétences accrédité. Une douzaine d'entreprises et une cinquantaine de personnes ont participé à l'activité.

CONFÉRENCES SUR LES MEILLEURES PRATIQUES D'AFFAIRES (MPA) EN PARTENARIAT AVEC LE MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE (MFE) ET LE CENTRE D'ENTREPRENEURSHIP NORDIQUE (CEN)

- Conférence « Êtes-vous un employeur de choix » offerte à Chibougamau et à Lebel-sur-Quévillon, rassemblant un total de 24 participants (1^{er} et 2 octobre 2012).

- Issue d'un partenariat entre la Table Concert-Action de l'Abitibi-Témiscamingue, la Direction régionale d'Emploi-Québec du Nord-du-Québec et de celle de l'Abitibi-Témiscamingue, ainsi que la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue.
- Conférence « Le coût de revient et la prise de décision stratégique », rejoignant une trentaine de participants à Chibougamau (14 novembre 2012) et une quinzaine à Matagami (15 novembre 2012).
- Conférence « L'humain derrière le leader » offerte à Chibougamau, réunissant 14 participants (28 mars 2013).

FORUM DES RESSOURCES EXTERNES ET DES ORGANISMES ŒUVRANT AUPRÈS DE LA CLIENTÈLE D'EMPLOI-QUÉBEC

Le but était de présenter le portrait régional des clientèles concernées ainsi que les mesures et les services offerts par Emploi-Québec en soutien aux organismes externes œuvrant pour l'employabilité des clientèles. Il s'agissait aussi de concerter les partenaires du milieu pour enrichir leur connaissance. À cet effet, un atelier d'information était dédié aux divers mécanismes de réseautage, de concertation et de partenariat.

- Au total, une dizaine d'organismes et une vingtaine de personnes ont participé au forum.

SEMAINE THÉMATIQUE DES PROGRAMMES D'APPRENTISSAGE EN MILIEU DE TRAVAIL (PAMT) (25 février au 1^{er} mars 2013)

- Semaine durant laquelle les conseillers aux entreprises d'Emploi-Québec ont réalisé des activités de promotion du PAMT dans la région.
- Un dîner-causerie à Lebel-sur-Quévillon dispensé à une dizaine d'employeurs, suivi de quelques rencontres particulières auprès d'entreprises locales.
- Réalisation de rencontres promotionnelles auprès d'une dizaine d'entreprises de Chibougamau et de Chapais.
- La diffusion d'une publicité promotionnelle.

PROJET PILOTE TRANSITION DE L'ÉCOLE À LA VIE ACTIVE (TEVA) VISANT L'INTÉGRATION SOCIALE ET DU MARCHÉ DU TRAVAIL DES PERSONNES ATTEINTES DE LIMITATIONS FONCTIONNELLES (initié au sein de l'école secondaire La Porte du Nord de Chibougamau, en mai 2012)

- Le projet consiste à offrir aux jeunes de 16 à 21 ans, ayant des limitations, une classe-appartement leur permettant l'apprentissage de l'autonomie résidentielle en complément des apprentissages académiques. De plus, les étudiants participent à un projet entrepreneurial de service de buanderie et de service de préparation de repas pour emporter.

DÉJEUNER-CAUSERIE À RADISSON SUR LES SERVICES AUX ENTREPRISES OFFERTS PAR EMPLOI-QUÉBEC, EN COLLABORATION AVEC LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE RADISSON (1^{er} octobre 2012)

- Cette activité a permis d'informer 9 participants de diverses entreprises de la communauté.

SEMAINE QUÉBÉCOISE DE L'ORIENTATION (SQO) 2012, EN PARTENARIAT AVEC LES INSTANCES DE FORMATION ET LES ORGANISMES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

- Plusieurs activités semblables visant la SQO se déroulaient sur le territoire jamésien.
- Souper-carrière afin de faire connaître les professions et les métiers en demande, regroupant près de 50 professionnels et une centaine d'étudiants.
- Deux conférences concernant la persévérance scolaire auxquelles plus de 150 personnes ont assisté.
- Des ateliers d'information furent aussi réalisés dans le milieu scolaire.

ACTIVITÉS LIÉES À LA STRATÉGIE NATIONALE POUR L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN EN EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES

- Emploi-Québec coordonne la Table et collabore en partenariat avec des organismes d'insertion sociale à la réalisation d'activités de promotion de l'intégration des personnes handicapées en entreprise.

PARTENARIAT

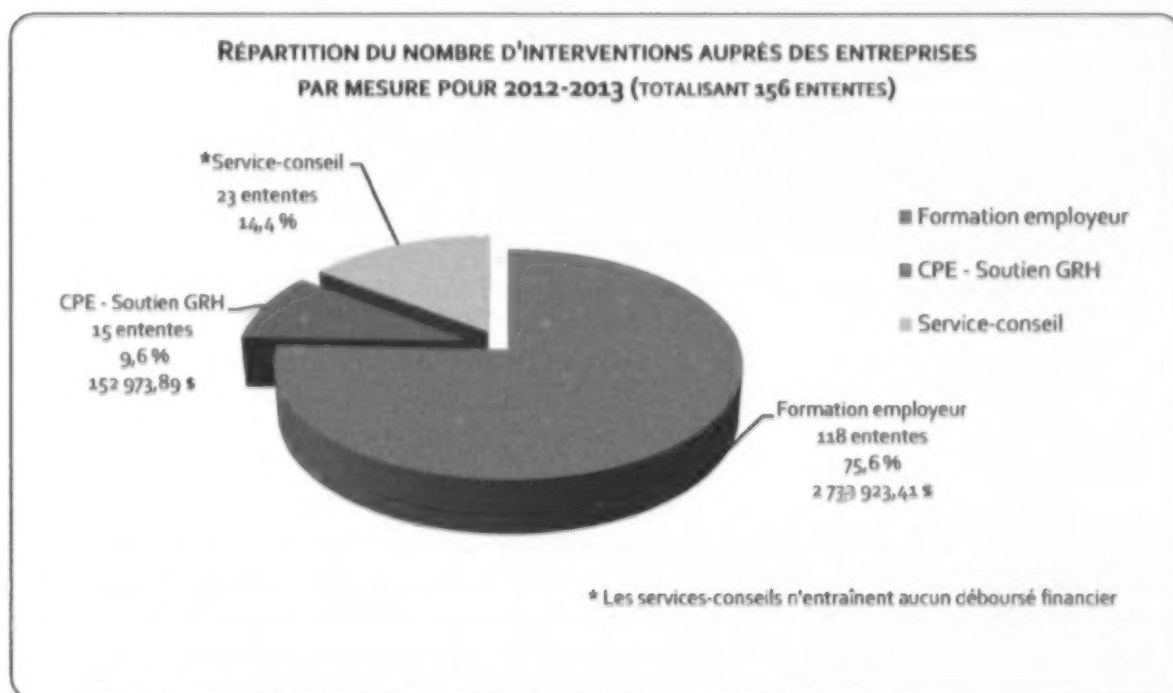
- ÉTUDE SUR L'ESTIMATION DES BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE MINIÈRE AU QUÉBEC 2012-2021.
- ENQUÊTE « PORTRAIT SUR LE COMMERCE DE DÉTAIL DE CHIBOUGAMAU, 2013 ».
- ENTENTE DE PARTENARIAT AVEC ATTRACTION NORD.
- ENTENTE DE PARTENARIAT AVEC LE COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE LA BAIE-JAMES (CDSBJ).
- ENTENTES AVEC L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK (ARK).
- COORDINATION DE LA TABLE JAMÉSIENNE D'INTÉGRATION ET DE MAINTIEN EN EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES.
- ENTENTE DE PARTENARIAT AVEC LE CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA JAMÉSIE (CJEJ), VOLET SÉJOUR EXPLORATOIRE 2012-2013.
- PARTENAIRE DE LA TABLE JAMÉSIENNE DE SOLIDARITÉ ET D'INCLUSION SOCIALE (TJSIS).
- ENTENTE DE PARTENARIAT AVEC LA TABLE JAMÉSIENNE DE CONCERTATION MINIÈRE (TJCM).
- ENTENTE DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE D'ENTREPRENEURSHIP NORDIQUE (CEN).

LES INTERVENTIONS AUPRÈS DES ENTREPRISES

Les données d'interventions auprès des entreprises indiquent :

- Une hausse de 12 % du nombre d'interventions auprès des entreprises, totalisant 156 ententes, comparativement à l'année 2011-2012 qui comptait 139 ententes. Sur les 156 ententes, 99 concernaient des entreprises différentes nouvellement aidées.
- 75,6 % des interventions concernaient la mesure de formation en entreprise avec 118 ententes, soit 13 interventions de plus qu'en 2011-2012.
- En 2012-2013, les interventions en matière de soutien en gestion des ressources humaines représentent 9,6 % des ententes avec 15 interventions, tandis qu'elles comptaient pour 13 % et 19 ententes l'année précédente.
- Le nombre d'interventions au niveau des services-conseils a augmenté de 90 % en 2012-2013 avec 23 ententes, soit 14,7 % des interventions, alors qu'en 2011-2012 ce type d'interventions représentait 8,6 % en cumulant 12 ententes.
- Le nombre d'interventions le plus élevé demeure celui auprès des entreprises de 10 employés et moins, qui représente 54 % des entreprises aidées, suivi des entreprises ayant de 11 à 25 employés représentant 19 %.

Le graphique ci-après présente les interventions faites auprès des entreprises selon les mesures, au cours de l'exercice 2012-2013.



Bilan des résultats 2012-2013

Indicateurs	Cibles	Résultats	Taux d'atteinte régional	Taux d'atteinte provincial
Indicateur 1 : Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi	852	801	94 %	105,6 %
Indicateur 2 : Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	483	428	88,6 %	101,2 %
Indicateur 3 : Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi, clientèle des programmes de l'assistance sociale	186	193	103,8 %	94,2 %
Indicateur 4 : Nombre de participants de la clientèle des programmes d'assistance sociale en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	96	61	63,5 %	82,9 %
Indicateur 5 : Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi, participant de l'assurance-emploi	384	464	120,8 %	111,5 %
Indicateur 6 : Nombre de participants de l'assurance-emploi en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	135	157	116,3 %	97,7 %
Indicateur 7 : Nombre d'entreprises nouvellement aidées par les interventions des services publics d'emploi	90	99	110 %	121,7 %
Indicateur 8 : Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	35	17	48,5	96,3 %
Indicateur 9 : Nombre de sorties de l'aide financière de dernier recours	230	226	98,3 %	87 %
Indicateur 10 : Délai moyen de traitement des nouvelles demandes d'aide financière de dernier recours déposées à l'attribution initiale (en jours ouvrables)	10	11,6	86,2 %	77,5 %
		Résultat régional	Résultat provincial	
Indicateur 11 : Ratio de plaintes (proportion de plaintes)	25 %	25 %	9,7 %	
Indicateur 12 : Pourcentage de décisions modifiées aux services de solidarité sociale à la suite d'une demande de révision	21,0 %	28,6 %	17,2 %	

Outre le bilan des réalisations, les interventions de la Direction régionale d'Emploi-Québec du Nord-du-Québec sont également régies sur la base de 12 indicateurs de gestion permettant de dresser un portrait des résultats des actions réalisées auprès des clientèles. Les indicateurs utilisés visent à assurer un suivi aux interventions que posent les centres locaux d'emploi et la direction régionale. Ainsi, cette section présente les résultats pour chacun des indicateurs de gestion selon les orientations et les axes d'interventions stratégiques du Ministère.

RÉSULTATS GLOBAUX D'EMPLOI-QUÉBEC DU NORD-DU-QUÉBEC POUR 2012-2013

- 5 indicateurs de gestion (42 %) ont dépassé les cibles régionales;
- 2 indicateurs de gestion (16,6 %) ont atteint plus de 90 % des cibles régionales;
- 2 indicateurs de gestion (16,6 %) se situent entre 60 % et 90 % d'atteinte;
- 1 seul indicateur de gestion (8,3 %) a obtenu un taux d'atteinte de se situant entre 40 % et 60 %;
- 2 indicateurs sont en dessous des résultats provinciaux.

ORIENTATION 1 - **P**révenir les effets de la conjoncture économique sur le marché du travail et soutenir la croissance de l'emploi par l'ajustement de l'offre de service

C'est avec un peu plus d'optimisme que l'année 2012-2013 s'est amorcée puisqu'il y avait de faibles indices quant à la relance de l'économie régionale, notamment avec la poursuite des démarches gouvernementales entourant le développement nordique. Les projets d'investissement dans le secteur minier sur le territoire suscitent le développement économique, encourageant le marché du travail au sein de la région. Ainsi, les interventions d'Emploi-Québec furent orientées en vue de favoriser la reprise économique régionale, le soutien des projets économiques d'envergure tout en maintenant la prévention de mises à pied, le soutien des travailleurs licenciés collectivement et l'incitation à la participation aux mesures actives durant la période de transition.

Ainsi, il y a eu deux ententes financières soutenant des projets économiques d'envergure de formation dans le secteur minier qui ont été reconduites durant l'année 2012-2013. À cela s'ajoutent évidemment le soutien des divers programmes de formation en entreprise et les recours aux autres programmes d'Emploi-Québec qui ont également contribué à favoriser le maintien et le développement de nouveaux emplois.

ORIENTATION 2 - **F**avoriser la participation active au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre de personnes

Afin de favoriser la participation active des individus sur le marché du travail, le personnel d'Emploi-Québec s'est efforcé de promouvoir et de dispenser les programmes d'intervention ainsi que les services universels et spécialisés en matière d'insertion à l'emploi. Ces efforts ont donc permis de desservir 801 nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi.

INDICATEUR 1 : NOUVEAUX PARTICIPANTS AUX INTERVENTIONS DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI - 801 NOUVEAUX PARTICIPANTS

- Baisse de 1,6 % par rapport à 2011-2012
- 60 % sont des hommes
- 40 % sont des femmes
- 16 % sont âgés de 55 ans et plus
- 23 % sont âgés entre 45 ans et 54 ans
- 23 % ont moins de 25 ans
- 2,1 % sont autochtones avec 17 participants
- Baisse de 68 % d'autochtones par rapport à 2011-2012

Le nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi nous renseigne sur le volume des nouveaux participants et aux interventions au cours d'un exercice donné.



INDICATEUR 2 : NOMBRE DE PERSONNES EN EMPLOI SUITE À UNE INTERVENTION DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI - 428 PERSONNES

- Baisse de près de 4 % par rapport à 2011-2012
- 63 % sont des hommes
- 37 % sont des femmes
- Baisse de 66 % d'autochtones par rapport à 2011-2012
- Hausse de 45 % des 55 ans et plus par rapport à 2011-2012
- Baisse de 24 % des 45-54 ans par rapport à 2011-2012
- Baisse de 21 % des moins de 25 ans par rapport à 2011-2012

Le principal effet recherché par les services offerts est que les personnes aidées se trouvent un travail et qu'elles puissent ensuite poursuivre leur développement en emploi. Cet indicateur permet alors de mesurer l'efficacité des interventions par le nombre de personnes ayant occupé ou occupant un emploi après avoir bénéficié d'une intervention.

INDICATEUR 3 : NOMBRE DE NOUVEAUX PARTICIPANTS AUX INTERVENTIONS DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI, CLIENTÈLE DES PROGRAMMES DE L'ASSISTANCE SOCIALE – 193 NOUVEAUX PARTICIPANTS

- Résultat identique à 2010-2011
- 59 % sont des hommes
- 41 % sont des femmes
- Hausse de 11 % des 45-54 ans par rapport à 2011-2012
- Hausse de 10,3 % des moins de 25 ans par rapport à 2011-2012
- Baisse de 73 % d'autochtones par rapport à 2011-2012

Cet indicateur comptabilise les nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec qui étaient prestataires des programmes de l'assistance sociale.

INDICATEUR 4 : NOMBRE DE PARTICIPANTS DE LA CLIENTÈLE D'ASSISTANCE SOCIALE EN EMPLOI APRÈS AVOIR BÉNÉFICIÉ D'UNE INTERVENTION DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI – 61 PARTICIPANTS

- Baisse de près de 35 % par rapport à 2011-2012
- 48 % sont des hommes (29 individus)
- 52 % sont des femmes (32 individus)
- Hausse de 14 % des femmes par rapport à 2011-2012, soit 4 personnes de plus
- Baisse de 56 % des hommes par rapport à 2011-2012, soit 37 individus de moins

Cet indicateur vise à mesurer le nombre de prestataires de l'assistance sociale qui ont occupé ou qui occupaient un emploi à la suite de l'intervention. Ce dernier permet aussi d'évaluer l'impact que peuvent avoir les interventions des services publics quant aux retours sur le marché du travail.

INDICATEUR 5 : NOMBRE DE NOUVEAUX PARTICIPANTS AUX INTERVENTIONS DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI, PARTICIPANT DE L'ASSURANCE-EMPLOI – 464 NOUVEAUX PARTICIPANTS

- Hausse de 7,2 % par rapport à 2011-2012
- 63 % sont des hommes
- 37 % sont des femmes
- 61,5 % sont autochtones alors qu'ils comptaient pour 6 % en 2011-2012

- Baisse de 12 % des 55 ans et plus par rapport à 2011-2012
- Hausse de 13 % des 25 ans et plus par rapport à 2011-2012
- Hausse de 39 % de participants monoparentaux par rapport à 2011-2012, soit 14 de plus
- Hausse de 36 % des 25-34 ans par rapport à 2011-2012, soit 34 de plus

Cet indicateur vise à comptabiliser les nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec inscrits comme prestataires actifs ou participants admissibles à l'assurance-emploi. Aux fins du suivi de cet indicateur, seules les mesures reconnues dans le cadre de l'Entente de mise en œuvre Canada-Québec relative au marché du travail sont retenues.

INDICATEUR 6 : NOMBRE DE PARTICIPANTS DE L'ASSURANCE-EMPLOI EN EMPLOI APRÈS AVOIR BÉNÉFICIÉ D'UNE INTERVENTION DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI – 157 PARTICIPANTS

- Hausse de 20 % par rapport à 2011-2012, soit 27 de plus
- Représente 34 % des nouveaux participants de l'assurance-emploi aux interventions d'Emploi-Québec

Cet indicateur correspond au nombre de participants à l'assurance-emploi qui ont occupé ou qui occupent un emploi après une intervention reconnue dans le cadre de l'Entente de mise en œuvre Canada-Québec relative au marché du travail.

ORIENTATION 3 - Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements

Dans le cadre de cette orientation, la Direction régionale d'Emploi-Québec et ses services aux entreprises ont réalisé plusieurs activités. En effet, citons la conclusion de 99 ententes visant des mesures et des services dédiés aux nouvelles entreprises ainsi que la collaboration à la réalisation de plusieurs conférences visant l'amélioration de la productivité et la capacité organisationnelle d'adaptation. Mentionnons, à titre d'exemple, la réalisation de trois conférences sur les meilleures pratiques de gestion visant l'image d'employeur de choix, le leadership, le coût de revient et la prise de décision stratégique.

Ces activités ont permis de rehausser les connaissances des entreprises participantes, favorisant d'autant leur productivité et leur capacité d'adaptation. Des activités de démarchage en entreprise ont aussi été réalisées par les conseillers aux entreprises afin de soutenir le développement et l'amélioration des compétences des entreprises de la région.

INDICATEUR 7 : NOMBRE D'ENTREPRISES NOUVELLEMENT AIDÉES PAR LES INTERVENTIONS DE SERVICES PUBLICS D'EMPLOI – 99 ENTREPRISES NOUVELLEMENT AIDÉES

- Résultat identique à 2011-2012
- Représente 63 % des 156 interventions en entreprise

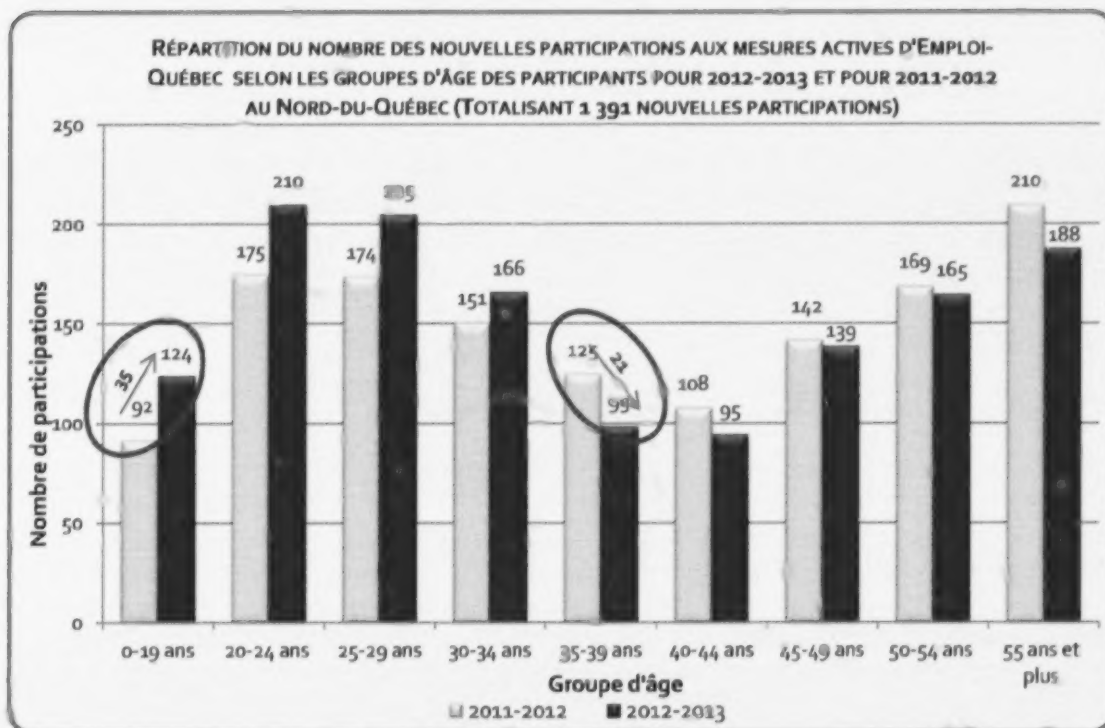
- 19 % des ententes visent les entreprises de 11 à 25 employés
- 9,6 % d'interventions sont pour du soutien en ressources humaines
- 54 % sont des ententes avec des entreprises ayant 10 employés et moins, soit 10 % de plus que l'année précédente
- 75,6 % d'interventions en formation

Cet indicateur permet de distinguer le nombre de nouvelles entreprises aidées par rapport aux nombres d'ententes réalisées avec les entreprises.

INDICATEUR 8 : NOMBRE DE NOUVEAUX PARTICIPANTS AUX STRATÉGIES DU CADRE DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE – 17 NOUVEAUX PARTICIPANTS

- Baisse de 51 % par rapport à 2011-2012 (35 participants)
- 23 % en cuisine
- 12 % en ébénisterie
- 6 % pour chacun des métiers suivants : mécanicien d'engin de chantier, boucher, boulanger, soudeur
- 17 % en mécanique industrielle
- 17 % en extraction de minerai
- 6 % issu d'un CSMO pour un participant en reconnaissance des compétences

Cet indicateur comptabilise le nombre de nouveaux participants à des stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, dont le Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT). Par ailleurs, mentionnons qu'à la suite des changements de la procédure de comptabilisation, les comités sectoriels de main-d'œuvre doivent intégrer certaines de leurs interventions en matière de PAMT et de reconnaissance des compétences dans les informations de gestion des régions concernées.



ORIENTATION 4 - Offrir les services de solidarité sociale dans une perspective d'insertion en emploi et soutenir la mobilisation des milieux en faveur de la solidarité et de l'inclusion sociale, tout en accordant un soutien du revenu aux personnes qui bénéficient des divers programmes d'aide financière

Portrait des participations* aux mesures actives d'Emploi-Québec du Nord-du-Québec (*notez qu'un participant peut participer à plusieurs mesures actives)

- Hausse de 45 du nombre de participations aux mesures actives, totalisant 1 391 nouvelles participations en 2012-2013, par rapport à 1 346 en 2011.
- 14 % des participations totales sont pour des mesures de préparation pour l'emploi.
- 78 % des participations sont liées à des mesures d'interventions hors axes.
- 59 % des participations totales sont liées aux hommes alors que les femmes représentent 41 % des participations totales. La répartition selon les groupes d'âge des nouvelles participations est présentée dans le graphique ci-dessous.

Les données recueillies d'Emploi-Québec permettent aussi certains constats liés aux caractéristiques des participants.

- 89 % de la clientèle des 55 ans et plus ont participé aux mesures hors axes (mesures moins actives);

- Parmi les 1 391 participations, 51 % des individus étaient âgés de moins de 35 ans, un autre 36 % concernait les 45 ans et plus, tandis que les 35 à 44 ans représentaient 14 %;
- La plus forte hausse de participations, soit de 35 %, appartient à la clientèle âgée de 0 à 19 ans. La deuxième hausse s'applique aux 20-24 ans, avec une augmentation de 20 % de participation.
- La plus forte baisse de participations est de 21 % et touche la clientèle âgée de 35 à 39 ans. Viennent ensuite les gens âgés de 40 à 44 ans, avec 12 % de moins de participations qu'en 2011-2012.

En ce qui a trait à la répartition des participants selon leur niveau de scolarité, le graphique ci-dessous permet de faire ressortir certains éléments.



- La tendance veut que les individus ayant atteint un niveau de scolarité de secondaire I-IV et V soient ceux qui ont le plus de participations aux mesures actives, représentant respectivement 36 % et 35 % des participations totales pour 2012-2013.
- La clientèle ayant une scolarité de niveau universitaire compte toujours le groupe connaissant le moins de participations. Il appert que plus le niveau de scolarité est élevé, moins il y a nécessité de recourir aux mesures actives.
- La clientèle possédant un niveau de scolarité inconnu a enregistré la plus forte baisse de participations aux mesures actives comparativement à l'année précédente, soit 32 %, en passant de 221 participations à 150 pour 2012-2013.
- La plus forte hausse de participations pour 2012-2013 est attribuable à la clientèle possédant une scolarité de niveau collégial, avec une augmentation de 67 % de participations comparativement à l'année précédente, en passant de 90 participations en 2011-2012 à 151 pour 2012-2013.

Pour la partie jamésienne du Nord-du-Québec, une enveloppe budgétaire de 1 780 477 \$ a été octroyée pour soutenir la réalisation du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (PAJSIS) 2011-2015. La contribution d'Emploi-Québec à la mise en œuvre du PAJSIS s'est effectuée par la participation à la Table jamésienne pour la solidarité et l'inclusion sociale, mandatée pour identifier les besoins ainsi que pour prioriser les projets régionaux.

Emploi-Québec du Nord-du-Québec a poursuivi ses interventions initiées en 2011, s'appuyant sur l'orientation voulant que le meilleur moyen de réduire la pauvreté et d'assurer l'autonomie financière s'avère le travail ainsi que l'insertion sociale des personnes aptes au travail. Ainsi, Emploi-Québec a accentué ses efforts pour dispenser des programmes tels qu'Alternative jeunesse, Jeunes en action et le Programme d'aide et d'accompagnement social afin d'encourager les personnes à réaliser des activités qui leur permettent d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle.

Dans le cadre de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées, Emploi-Québec du Nord-du-Québec assure toujours la coordination de la Table jamésienne pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées. Les actions de cette table sont orientées vers l'échange d'information, la concertation avec différents organismes, la promotion, les programmes de soutien, l'identification et l'analyse des problématiques d'intégration au travail des personnes handicapées ainsi que le soutien à la réalisation de projets régionaux visant l'intégration au travail de ces personnes. À cet effet, notons la réalisation du projet pilote « TEVA », programme de transition de l'école à la vie active, dispensé à l'école secondaire la Porte-du-Nord, de la Commission scolaire de la Baie-James. Emploi-Québec du Nord-du-Québec contribue à ce programme par le biais d'une entente administrative conclue en janvier 2013 avec des partenaires régionaux et du milieu.

INDICATEUR 9 : NOMBRE DE SORTIES DE L'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS – 226 SORTIES

- 16 sorties de plus qu'en 2011-2012 qui en comptait 210
- 98,3 % de taux d'atteinte de la cible prévue de 230 sorties

L'indicateur du nombre de sorties de l'aide de dernier recours représente le volume des sorties de l'aide financière de dernier recours pour deux mois consécutifs et plus pour l'exercice courant. Même si le modèle répartit toutes les sorties, seulement les sorties rattachées aux interventions de la solidarité sociale et aux interventions des services publics d'emploi sont considérées dans le suivi des résultats de la cible.

ORIENTATION 5 - Revoir et optimiser le partenariat, les processus de travail, la prestation de services et l'organisation territoriale d'Emploi-Québec

Considérant la situation économique et l'évolution du marché du travail, Emploi-Québec cherche continuellement à parfaire et à moderniser ses mesures d'interventions pour diversifier les modes de prestation de ses services afin d'assurer la qualité de ses interventions. L'amélioration continue nécessite de poursuivre le recours et l'avancement des technologies de l'information, l'optimisation des modes de gestion des services et la réorganisation territoriale du réseau. D'ailleurs, certains indicateurs présentés ci-après permettent d'apprécier les efforts mis en œuvre en lien avec la préoccupation qu'a Emploi-Québec d'assurer une saine gestion des fonds publics tout en préservant un niveau élevé de la qualité des services offerts.

INDICATEUR 10 : DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES NOUVELLES DEMANDES D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS DÉPOSÉES À L'ATTRIBUTION INITIALE (EN JOURS OUVRABLES) – 11,3 JOURS

- Hausse de 4,3 jours du délai de traitement
- Le délai de traitement excède
- de 1,3 jour la cible prévue
- Des changements dans le processus de comptabilisation des délais de traitement ont aussi été apportés au cours de l'année 2012-2013

L'indicateur 10 vise à évaluer la rapidité de traitement dans les nouvelles demandes d'aide financière de dernier recours déposées à l'attribution initiale par rapport à une norme établie.

INDICATEUR 11 : RATIO DE PLAINTES (PROPORTION DE PLAINTES) – 25 %

- Pour 2012-2013, il y a eu un total de
- 8 plaintes reçues et traitées
- 3 plaintes sont liées à la qualité des services sans être modifiées
- 3 plaintes liées au service d'aide financière
- 2 plaintes concernent les services d'employabilité
- Seules deux des 8 plaintes reçues ont été traitées avec une recommandation de modification

Cet indicateur consiste en l'établissement d'un ratio correspondant au nombre de plaintes de niveau 2 traitées avec recommandation de modification, divisé par le nombre total de plaintes de niveau 2 traitées, pour lesquelles le Bureau des renseignements et plaintes (BRP) recommande qu'une modification soit apportée afin d'y donner suite. Ces plaintes peuvent être relatives au service à la clientèle, à l'aide financière ou à d'autres programmes, mesures ou services relevant d'Emploi-Québec.

INDICATEUR 12 : POURCENTAGE DE DÉCISIONS MODIFIÉES AUX SERVICES DE SOLIDARITÉ SOCIALE À LA SUITE D'UNE DEMANDE DE RÉVISION – 28,6 %

- 5 demandes de révision ont été reçues au total

Cet indicateur vise à évaluer le pourcentage de décisions modifiées à la suite d'une demande de révision et vise à assurer la qualité des décisions prises ainsi qu'à limiter le nombre de décisions qui pourraient faire l'objet d'une modification à la suite d'une procédure de révision. Cet indicateur touche seulement les services de solidarité sociale.